

print

Ukraine : la politique étrangère pétrolière de Stephen Harper

De [Pierre Dubuc](#)

Global Research, mars 09, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/ukraine-la-politique-etrangere-petroliere-de-stephen-harper/5372726>

Dans son plus récent ouvrage, *The War That Ended Peace. The Road to 1914* (Allen Lane), Margaret MacMillan, l'auteure du best-seller *Les Artisans de la paix*, raconte comment les populations européennes ont été prises par surprise par le déclenchement de la Première Guerre mondiale. « La plupart des Européens, écrit-elle, croyait qu'une guerre généralisée était soit impossible, improbable, ou devoir se terminer rapidement. »

Pourtant, de nombreux facteurs y conduisaient, dont l'émergence de l'Allemagne au rang de grande puissance. Mme MacMillan voit des similitudes avec la situation actuelle. Elle n'est pas la seule. Dans son édition du 21 décembre 2013, *The Economist*, le magazine de référence des classes dirigeantes à travers le monde, rappelle qu'à la veille de la Grande Guerre « la mondialisation et les nouvelles technologies – le téléphone, le bateau à vapeur, le train – avaient noué le monde dans une même toile », comme c'est le cas aujourd'hui.

The Economist rappelle les propos de l'économiste John Maynard Keynes décrivant « la vie d'un Londonien de l'époque, “dégustant son thé le matin au lit” et passant la commande “de produits variés provenant de partout à travers le monde” pour être livrés à sa porte, comme c'est possible de le faire aujourd'hui avec Amazon – et contemplant cet état du monde comme “normal, assuré et permanent, sauf dans la perspective de nouvelles améliorations” ».

Un an plus tard, éclatait un conflit qui allait faire 9 millions de morts et autant de blessés.

The Economist trouve troublants les parallèles qui peuvent être tracés aujourd'hui avec les années précédant la guerre de 14-18. « Les États-Unis sont la Grande-Bretagne, la superpuissance en déclin, incapable d'assurer la sécurité globale. Son principal partenaire, la Chine, joue le rôle de l'Allemagne, une nouvelle puissance économique qui agite une indignation nationaliste et développe ses forces armées. »

Le magazine britannique conclut son éditorial sur une note optimiste: « Il n'y a aucune chance que les présents dangers auxquels le monde est confronté ne mènent à quelque chose de comparable aux horreurs de 1914 ». Une conclusion à John Maynard Keynes, quoi!

Le capitalisme et la guerre

Des propos rassurants, il s'en prononce beaucoup ces jours-ci à propos des événements en Ukraine. Et il est fort possible que la tension baisse, qu'une nouvelle « normalité » s'installe et que chacun retourne confectionner sa liste d'achats sur Amazon.

Mais ce ne sera que partie remise. D'autres tensions vont se manifester qui risquent d'amener l'humanité au bord d'une conflagration générale.

Le grand socialiste Jean Jaurès disait que « le capitalisme porte en lui la guerre, comme une *nuée* dormante porte l'*orage* » et, à l'époque de l'impérialisme, le

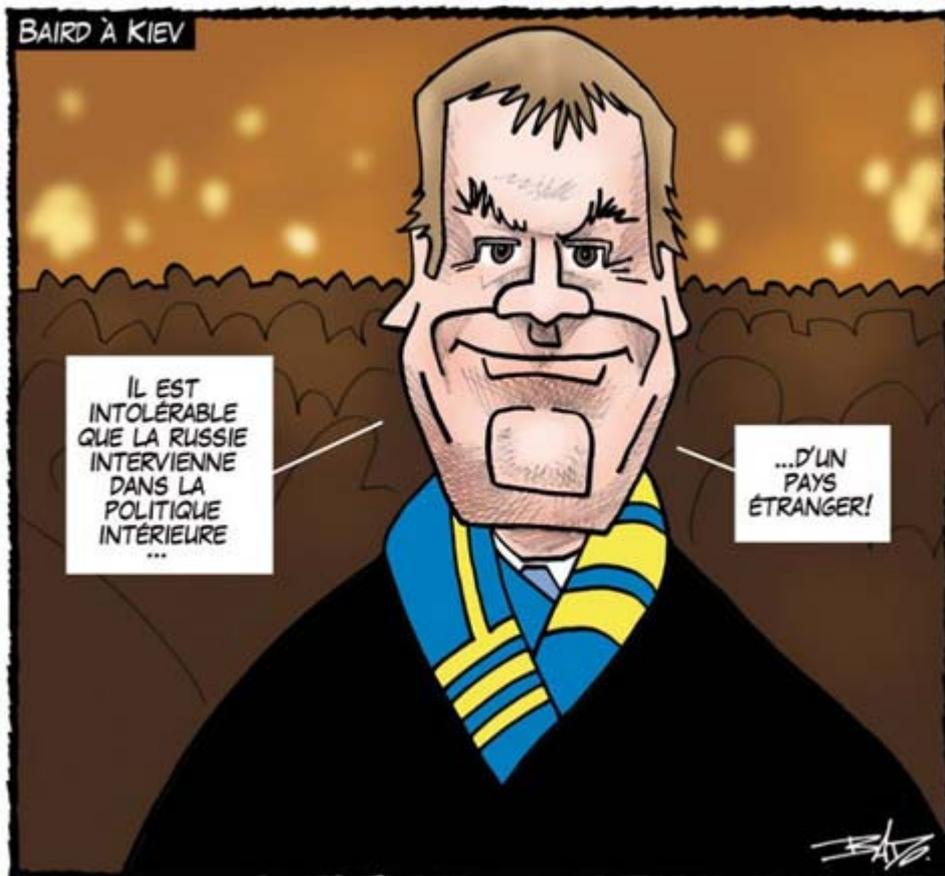
développement économique inégal des pays provoque des appétits pour une redistribution des sphères d'influence et des sources de matières premières.

De tout temps, les militantes et militants pacifistes de toutes allégeances se sont donné comme objectif de lutter contre la guerre en ciblant leur propre gouvernement, leur propre classe dirigeante. C'était vrai à l'aube de la Première Guerre mondiale, comme ce le fut lors de la Guerre du Viet-nam. Ça demeure vrai aujourd'hui avec les événements en Ukraine.

Le Canada en Ukraine : un « remake » de la « Révolution orange » ?

Le gouvernement de Stephen Harper est fidèle à sa réputation de va-t'en-guerre. Il a rappelé son ambassadeur à Moscou, boycotté les jeux paralympiques de Sotchi et est partisan de sanctions économiques et de l'expulsion de la Russie du G-8.

Face aux événements d'Ukraine, Stephen Harper fait montre d'une belle hypocrisie en dénonçant l'intervention russe, alors que le ministre des Affaires étrangères John Baird se faisait récemment filmer sur la place de l'indépendance à Kiev en portant le foulard des protestataires qui ont renversé le gouvernement en place. Une contradiction qu'a bien relevée le caricaturiste Bado du journal Le Droit d'Ottawa.



Ce n'était pas la première intervention canadienne dans les affaires ukrainiennes. Un article du *Globe and Mail* (14 avril 2007), sous la signature de Mark MacKinnon, nous a appris que des diplomates et des politiciens canadiens ont joué un rôle de premier plan dans la « Révolution orange » de 2004.

L'ambassade canadienne aurait versé plus d'un demi-million de dollars et aurait organisé des réunions secrètes avec les représentants de 28 ambassades de pays occidentaux pour influencer le résultat de l'élection.

Un Canadien d'origine ukrainienne, M. Wrzesnewskyj, s'est vanté à l'époque d'avoir investi 250 000 \$ de sa fortune personnelle dans l'élection en faisant transiter les

fonds par l'intermédiaire de l'Université de l'Alberta. Il a parrainé le contingent de 500 observateurs venus du Canada à même des fonds fédéraux et de 500 autres Ukrainiens venus de façon « indépendante ». (1)

La politique de l'opposition ukrainienne

Le Parti de Paul Martin hier, et le gouvernement de Stephen Harper aujourd'hui, n'appuient pas un mouvement dirigé par des forces progressistes. La journaliste Agnès Gruda de La Presse avait commencé dans son article du 2 février à tracer un portrait réaliste des forces d'opposition et de leurs leaders.

Elle attirait, entre autres, notre attention sur Oleg Tiagnibok, dirigeant du parti Svoboda (Liberté), un parti, écrivait-elle « flirtant avec le fascisme » et prônant « l'expulsion des Juifs et des Russes hors de l'Ukraine ».

Elle mentionnait également le rôle du Praviy Sektor (secteur de droite) qui loge à l'extrême droite de l'échiquier politique et des « Ultras, ces hooligans des stades qui assurent désormais la protection des manifestants ».

Mais, dans sa chronique du 4 mars, elle fait marche arrière et se range derrière la politique étrangère canadienne.

« Oui, c'est vrai, écrit-elle, les opposants ukrainiens comptent dans leurs rangs des ultranationalistes de droite. Mais ils ne sont pas plus infréquentables que la droite nationaliste qui s'est frayé un chemin vers bien des Parlements européens sans que personne ait l'idée de régler le problème par une intervention armée! »

Mince consolation! Il est sans doute vrai que « l'immense majorité des protestataires ukrainiens étaient pacifiques et non armés », comme l'affirme la journaliste de La Presse, mais la question importante est de savoir qui dirige le mouvement de protestation.

Agnès Gruda reconnaît que « la nouvelle majorité parlementaire a abrogé une loi qui protégeait la langue russe », mais elle minimise l'événement et ne semble pas y voir un lien avec Svoboda et Praviy Sektor.

Nous lui conseillons, ainsi qu'à nos lecteurs, l'article en manchette de la dernière édition du Monde diplomatique intitulé : « En Ukraine, les ultras du nationalisme ». Elle y apprendra qu'un des héros du parti Svoboda est Stepan Bandera (1909-1959), qui a collaboré avec les nazis, lors de la Seconde guerre mondiale. Des bataillons ukrainiens ont participé au massacre de trois millions d'Ukrainiens, dont 900 000 Juifs.

Svoboda est le nouveau nom du Parti social-national ukrainien dont l'emblème était la croix gammée. Le changement est survenu à leur congrès de 2004 où l'invité d'honneur était nul autre que Jean-Marie Le Pen, président du Front national français.

La politique étrangère pétrolière de Stephen Harper

La politique canadienne n'est pas étrangère à la présence en sol canadien d'une importante diaspora ukrainienne. De toute évidence, le Parti Conservateur veut faire des gains auprès de cet électorat lors des prochaines élections.

Mais il y a aussi des considérations géopolitiques à la base de la politique canadienne. Des voix se font entendre aux États-Unis pour que leur pays, maintenant autosuffisant en hydrocarbures par suite de l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, envisage d'exporter des produits pétroliers vers les pays d'Europe de l'ouest pour réduire, voire éliminer, leur dépendance à l'égard des hydrocarbures russes. , Une dépendance qui explique, selon eux, la réaction

timorée de l'Europe face aux événements en Ukraine.

Nul doute que les intérêts pétroliers de l'Alberta, frénétiquement à la recherche de nouveaux marchés, et le gouvernement Harper font le même calcul. Approvisionner l'Europe en pétrole, et la rendre dépendante de l'Amérique du Nord pour son énergie, lui permettrait de prendre des positions plus agressives, voire bellicistes, à l'égard de la Russie. Une situation explosive qui nous rapprocherait du déclenchement d'un conflit mondial.

Pour rejoindre les marchés européens, le pétrole de l'ouest canadien devra nécessairement transiter par le Québec. Le projet d'oléoduc de Trans-Canada Pipelines qui doit rejoindre le port de St-John au Nouveau-Brunswick est taillé sur mesure pour remplir ce rôle.

La guerre est la continuation de la politique

Le grand stratège militaire Carl Von Clausewitz a écrit que « la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens ». Pour établir le caractère d'une guerre – juste ou injuste – il faut analyser la politique qui a conduit à la guerre.

L'Ukraine a droit au maintien de sa souveraineté, mais la question en jeu n'est pas l'autodétermination de l'Ukraine. Nous faisons plutôt face à une tentative des États-Unis, du Canada et des pays européens pour détacher l'Ukraine de la sphère d'influence russe. C'est la même politique que celle qui a mené au démantèlement de la Yougoslavie.

La politique ukrainienne du gouvernement Harper n'est pas une politique d'appui au peuple ukrainien, mais une politique d'appui à des groupes néo-fascistes, une politique dictée par les intérêts pétroliers de l'ouest canadien.

Les actions de la Russie en Crimée violent la souveraineté de l'Ukraine. Mais les États-Unis et le Canada sont bien mal placés pour faire la leçon à la Russie après leurs interventions en Afghanistan, en Irak (dans le cas des États-Unis), en Yougoslavie et, dernièrement, en Libye.

Aux progressistes russes de dénoncer l'action de leur gouvernement et de leur classe dirigeante. À nous de ne pas se laisser entraîner dans la propagande de guerre anti-russe de notre gouvernement, qu'elle soit déguisée, comme lors des Jeux Olympiques, ou bien ouverte, comme ça pourrait être prochainement le cas.

Dans son livre, Mme MacMillan soutient la thèse que les leaders politiques avaient leur part de responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Si tel est bien le cas, notre devoir est de contrer la propagande du gouvernement de Stephen Harper.

Pierre Dubuc

1. [Sur l'implication canadienne dans la « Révolution orange de 2004 ».](#)

Copyright © 2014 Global Research